

---

## De l'indigène à l'immigré, le retour du colonial

Pascal Blanchard, Nicolas Bancel

### Résumé

A l'aube des années quatre-vingt, la crise économique, la crispation du modèle d'intégration républicain, l'essor de l'ultranationalisme et le rejet d'une immigration d'origine africaine favorisent l'émergence, en France, d'une double image de référence de l'Autre : celle de l'«étranger-type» -potentiellement assimilable -et celle de l'«immigré-type» -prolongement de l'image coloniale de l'«indigène-type». Cette double représentation de l'Autre vient supplanter l'image du travailleur immigré des années soixante-dix et s'impose comme référence, implicite ou explicite, dans le débat sur l'immigration. L'«immigré-type» est alors caractérisé par ses différences culturelles, parfois « raciales », à travers la réapparition des stéréotypes d'hier, renforcés par la banalisation d'un discours xénophobe.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Blanchard Pascal, Bancel Nicolas. De l'indigène à l'immigré, le retour du colonial. In: Hommes et Migrations, n°1207, Mai-juin 1997. Imaginaire colonial, figures de l'immigré. pp. 100-113;

doi : <https://doi.org/10.3406/homig.1997.2965>

[https://www.persee.fr/doc/homig\\_1142-852x\\_1997\\_num\\_1207\\_1\\_2965](https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_1997_num_1207_1_2965)

---

Fichier pdf généré le 27/02/2019



3) Cf. Joël Roman, « Pour un multiculturalisme tempéré », *H&M*, n° 1197, avril 1996, et « Un multiculturalisme à la française ? », *Esprit*, juin 1995.

4) Depuis 1974, les prises de position des trois derniers présidents de la République sur le passé colonial de la France, l'Afrique et les populations africaines sont les signes les plus évidents de la non-décolonisation mentale de la société française. En ce qui concerne Jacques Chirac, on se reportera à l'article de Jean-Dominique Merchet dans *Libération* du 12 novembre 1996, sous le titre explicite « Chirac ou la nostalgie des colonies. Il a exalté, lors d'une inauguration, l'œuvre civilisatrice de la France » au Maghreb. Lors de ce discours, tous les poncifs de l'imaginaire colonialiste ont été rappelés : « Pacification, mise en valeur des territoires, diffusion de l'enseignement, fondation d'une médecine moderne », sans oublier de conclure sur « l'importance et la richesse de l'œuvre que la France a accomplie là-bas et dont elle est fière. »

5) « Une première conséquence de ce glissement, précise Lorenzo Prencipe, a été le rapprochement, l'identification entre "immigré" et "problème" ». De même, pour beaucoup, l'immigré est aujourd'hui l'Algérien (voire le clandestin). C'est une sorte d'équation de forme descendante, rappelle Lorenzo Prencipe : « *Etranger = immigré = Arabe = Maghrébin = Algérien* » (« L'image médiatique de l'immigré ». Du stéréotype à l'intégration », *Migrations Société*, n° 42, novembre-décembre 1995).

moyen, à notre avis, de renforcer ce même modèle républicain, de lutter contre les crispations identitaires, la tentation communautariste dans les banlieues, et de refonder les principes de l'intégration.<sup>(3)</sup>

## UNE FRONTIÈRE INVISIBLE ENTRE « BONS » ET « MAUVAIS » IMMIGRÉS

Tout *continuum*, même partiel, de la mystique de l'assimilation à celle de l'intégration, nous semble voué à l'échec si une réflexion profonde sur la période coloniale n'intervient pas, seule à même de permettre une véritable décolonisation de l'idéal républicain<sup>(4)</sup>. La terminologie même des énoncés relatifs à l'intégration révèle cette profonde ambivalence du discours concernant des populations nées en France, non intégrées, donc différentes et à assimiler, qui renvoie à la séparation de fait – juridique, politique, économique et, surtout, dans les représentations et les mentalités – entre colonisés et colons dans l'ex-Empire français. Le discours d'intégration (doublé de son volet d'insertion sociale) n'est pas adapté puisque ces populations sont *de facto*, consciemment ou non, exclues du modèle républicain dès l'origine, exclusion redondante aujourd'hui dans les mentalités et à travers les représentations proposées par les médias. Une exclusion de fait – autant idéologique que concrètement quotidienne –, sur laquelle « surfent » les idées xénophobes, le discours sur l'invasion étrangère, les craintes des derniers croisés de l'identité française ou l'ultra-nationalisme frontiste.

C'est sur ce point aveugle de notre culture, combiné au glissement sémantique actuel des énoncés sur l'immigration<sup>(5)</sup>, qu'échoue le discours antiraciste actuel, incapable de prendre la mesure du clivage mental entre « étranger-type » assimilable et « immigré-type » non-intégrable. C'est également sur ce point qu'achoppent les messages des partis politiques « traditionnels », qui campent soit sur un discours intégrationniste d'autodéfense, soit sur une opposition directe aux thèses racialisantes du Front national, soit – de manière très contradictoire – sur une vision de l'identité française déformée par un lepénisme sous-jacent (ou électoraliste). Autant de formulations qui resteront infécondes sans un retour sur notre propre histoire, sans une décolonisation des comportements, sans une prise de conscience de cette fracture entre « bons » et « mauvais » immigrés, entre étrangers-assimilables et immigrés-inintégrables.

## FIGURES DE L'ASSIMILÉ ET DE L'ASSIMILABLE

Cette ligne de partage, invisible et pourtant omniprésente, est en perpétuel mouvement. On peut citer, par exemple, l'évolution progressive

des populations issues des «anciennes colonies», aujourd'hui «domiens» ou «tomiens», qui tendent, par un long processus d'intégration, à franchir cette ligne pour devenir pleinement «français». Cependant, à chaque mouvement indépendantiste ou revendicatif, leur assimilation est remise en cause et leur «nature profonde» réaffirmée (à l'image des événements de 1986-1988 en Nouvelle-Calédonie). On peut donc évoquer une «assimilation temporaire», acceptée par une large frange de l'opinion publique métropolitaine, des populations issues des Dom-Tom.

Autres populations renvoyant à cette ambivalence, celles issues de l'ex-Indochine. Vietnamiens, Laotiens ou Cambodgiens sont perçus, depuis la période coloniale, comme différents des autres populations de l'ex-Empire. Les populations de l'ex-Indochine sont perçues à travers une stéréotypie structurée lors de la période coloniale : civilisation khmer prestigieuse (symbolisée par l'«Angkormania» de l'Exposition coloniale de 1931 ou l'actuelle vogue pour Angkor), fascination exotique (et érotique) pour l'Asie, absence d'une réelle tradition d'immigration historique (moins de 100 000 personnes d'Asie du Sud-Est avant 1975 en France), peu de référents à une «supériorité raciale» de l'Occidental sur l'Asiatique, absence d'antagonismes d'ordre religieux, héritage iconographique colonial non-raciste, mais aussi crainte économique face à la «supériorité» asiatique et japonaise.

De même, l'immigration du Sud-Est asiatique des années soixante-dix et quatre-vingt se place dans le contexte de la guerre froide (une des dernières croisades anticomunistes), de la surmédiatisation du conflit vietnamien et de la fuite des *boat-people*, et de la tradition d'accueil des réfugiés politiques en France (une immigration considérée comme temporaire). Ces populations sont perçues, alors, comme laborieuses, discrètes, «pacifiques», souhaitant s'intégrer<sup>(6)</sup>, ne pratiquant pas de prosélytisme religieux, etc. Le repli communautaire et la concurrence économique dans certains domaines spécifiques ne semblent pas être, aujourd'hui encore, des catalyseurs d'énoncés discriminants ; cette situation les place dans une position intermédiaire entre la figure de l'«étranger-type» et celle de l'«immigré-type».



**Au début des années quatre-vingt dix, les gâteaux Bambooula proposent aux jeunes enfants un disque en promotion. Dans la chanson, le roi Bambooula mange les petits enfants...**

© Coll. Achac

6) Les ressortissants du Sud-Est asiatique, selon l'enquête de F. Cornut-Gentile («La parole aux immigrés», in *Sofres. Opinion publique*, Paris, 1986, p. 109-118) étaient, dans les années quatre-vingt, deux fois plus nombreux que les Ibériques à souhaiter être français et cinq fois plus nombreux que les Maghrébins. Le taux de «sympathie» des Français pour les immigrés asiatiques est par ailleurs important, à la différence des immigrés africains, comme le souligne Ralph Schor (*Histoire de l'immigration en France*, Armand Colin, Paris, 1996, p. 252).

Pour  
les responsables  
du Front national,  
la «défaite»  
coloniale  
a été une  
humiliation  
pour la France  
et l'Occident.  
Le débat sur  
l'immigration  
leur donne  
l'occasion  
de reprendre  
le «combat».

7) Cf. Ralph Schor, *op. cit.* ; Philippe Dewitte, «Regards blancs et colères noires», *H&M*, N° 1132, mai 1990 ; Yvan Gastaut, «Les effets positifs de la "culture black" sur l'image du Noir en France», *Migrations Société*, novembre-décembre 1995.

Mais, depuis peu, cette image change avec la nouvelle génération, la lutte des sans-papiers asiatiques et la vague de migrants économiques.

## DU TRAVAILLEUR IMMIGRÉ À L'IMMIGRÉ-TYPE

La figure de l'immigré au cours des années soixante et soixante-dix est liée à sa fonction principale de travailleur. D'abord supplétif des trente glorieuses, bâtisseur de la France de l'après-guerre, puis ouvrier participant aux luttes sociales, prolétaire dont l'existence s'affirme à travers son appartenance de classe. A partir des années 1975-1980, comme dans les années trente, l'immigré devient l'objet d'une fixation politique qui se manifeste par l'application de mesures contradictoires. C'est ainsi que pour les années soixante-dix et jusqu'en 1984, la France va connaître pas moins de sept politiques d'immigration différentes.

Simultanément, une autre image de l'immigré est en formation. La question de l'immigration, d'approche macro-économique, devient politico-culturelle. La «dangerosité sociale» de l'immigré prolétaire s'estompe, avec la fin des grandes restructurations industrielles et l'affaiblissement des conflits sociaux dans les années quatre-vingt, et la «dangerosité culturelle» de l'immigration, essentiellement maghrébine, émerge. Quant aux Africains noirs, population immigrée marginale au début des années quatre-vingt, ils conservent un taux de sympathie relative dans la population française, issue de l'image coloniale du grand enfant. Au cours des années quatre-vingts, la «mode *black*», qui se manifeste dans la *world music*, le cinéma, la mode, favorise un apogée des sentiments de sympathie envers les populations immigrées d'Afrique noire. Les premiers «charters de Maliens» en 1986 et, récemment, la lutte des sans-papiers, encouragée par un militantisme actif, a pu modifier cette acceptation de populations perçues à travers un prisme «folklorique»<sup>(7)</sup>.

Alors que le nombre de chômeurs explose, que des zones suburbaines entières tendent à se séparer du tissu urbain traditionnel et que les strates sociales à l'intérieur de ces espaces se fragmentent, la question de l'immigration va se poser désormais en termes d'intégration ou de non-intégration, pour des populations immigrées qui ne sont plus de passage mais ont choisi de résider en France. Or, l'intégration pose avant tout une problématique culturelle, celle du rapport à l'altérité.

L'impréparation politique de cette mutation est saisissante. Il est en effet manifeste, dès la fin des années soixante-dix, qu'une partie des populations immigrées, notamment maghrébines, ont choisi de demeurer en France (*cf.* le faible écho des primes au retour et la multiplication des regroupements familiaux). La concentration géographique, souvent la ghettoïsation des immigrés, est alors porteuse de cristallisations identitaires potentielles, pour les Français comme pour

les populations d'origine étrangère. Devant cette situation, le discours intégrationniste s'est rigidifié et une minorité extrémiste a pu dénoncer la fin de la nation française (dans sa perspective d'«unité biologique et religieuse»)<sup>(8)</sup> et la «colonisation de la revanche»<sup>(9)</sup>.

## IMMIGRÉS FANTASMATIQUES ET CRISTALLISATIONS IDENTITAIRES

Dans ce contexte de crise des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix<sup>(10)</sup>, l'opération de glissement sémantique organisée par l'extrême droite depuis vingt ans (mais aussi par une partie de la droite et de la gauche françaises) sur le thème de l'immigration prend ainsi une ampleur sans précédent. Elle devient, progressivement, un «problème» central pour la grande majorité des partis politiques de l'Hexagone. Des mots, jusqu'alors tabous, resurgissent. Leur connotation négative est manifeste : «problème», «seuil de tolérance», «invasion», «polygamie», «intégrisme», «islamisme», «fanatisme», etc. Insidieusement, dans un climat de déliquescence, voire d'abandon de la parole politique face aux théories d'exclusion, l'immigration devient progressivement un des enjeux socio-politiques majeurs jusqu'à être au centre de la thématique politique développée au début des années quatre-vingt-dix. Paul Oriol a réalisé une très intéressante étude comparative des discours concernant les immigrés dans les professions de foi électorales et les programmes politiques de tous les partis, pour les élections législatives de 1993, les européennes de 1994 et les présidentielles de 1995. En conclusion, il souligne que *«seule l'extrême droite annonce ouvertement la couleur»*. La droite se cherche *«par tactique ou conviction»*, et les candidats des grands partis ne *«formulent aucune politique, se réfugiant dans le silence ou avançant des mesures parcellaires et le plus souvent répressives. (...) Comment s'étonner, dans ces conditions, affirme-t-il, des résultats du Front national et de la montée de ses idées, légitimées par le silence ou l'alignement»*<sup>(11)</sup>.

## L'IMMIGRÉ, DÉFINI PAR SA CULTURE ET SA RELIGION

Les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix consacrent progressivement la transformation de la vision économique-sociale en représentation culturelle de l'immigration. Au milieu des années quatre-vingt, Laurent Fabius, alors Premier ministre, affirme que *«Le Pen pose les bonnes questions mais apporte les mauvaises réponses»* ; en 1989, Michel Rocard, à son tour Premier ministre, déclare que *«La France ne peut accueillir toute la misère du monde»* ; en 1990, Michel Poniowski

8) L'Islam est perçu comme un élément fondamentalement extérieur aux valeurs de l'Occident pour la grande majorité des partis politiques français. Le FNJ (Front national de la jeunesse), dans son bulletin *Première ligne* de septembre 1995 le rappelle : *«L'Islam est un ennemi naturel de l'Europe. Nous devons mobiliser notre nation contre cette menace. L'Europe doit se libérer de l'empire turc comme la France doit se libérer de l'immigration»*.

9) Catherine Mégret, maire de Vitrolles, dans une interview au *Berliner Zeitung* du 24 février 1997, précise que *«les immigrés qu'on rencontre continuent à vivre comme s'il étaient chez eux. Ils ont l'esprit colonialiste»*. De même, le 14 février 1992, à Nice, Jean-Marie Le Pen appelait les militants du Front national à relever le *«fardeau de l'homme blanc»* et à continuer le *«combat pour l'Algérie française»*. Tout un ensemble de références qu'il faut mettre en relation avec les déclarations du président du FN lors de son discours du 1<sup>er</sup> mai 1996 à Paris, sur cette *«marée de l'immigration [qui va] nous submerger après nous avoir ruinés»*, ou sur sa croyance en *«l'inégalité des races»* : *«Toute l'histoire le démontre»*, précisait-il le 30 août 1996, lors de l'université d'été du FN à la Grande-Motte. Pour les responsables du Front national, la «défaite» coloniale a été une humiliation pour la France et l'Occident ; le débat sur l'immigration, ou sur la situation actuelle de l'Afrique, leur donne l'occasion de reprendre le «combat». Voir, entre autres, l'activiste néo-frontiste Bernard Lugan (Université Lyon III), *Afrique. Bilan de la colonisation*, Paris, Perrin, 1991.

10) La crise que nous connaissons aujourd'hui est la troisième de ce type. Trois grandes pressions xénophobes-identitaires peuvent en effet être circonscrites, malgré leurs spécificités, depuis un siècle. Celle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (1885-1900), qui connaît son point culminant avec l'affaire Dreyfus, la conquête coloniale et les manifestations anti-italiennes ; celle des années



**La lutte contre le racisme impose de représenter l'autre pour promouvoir un message... et n'exclut pas le stéréotype ! (Rennes, 1981).**  
© Coll. Ass. BBB

trente et de Vichy (qui légifère en matière de rejet de l'immigration, de mesures antisémites et de principes d'exclusion des minorités) qui est aussi celle de l'apogée colonial ; enfin, celle que nous vivons actuellement.

11) Paul Oriol, «Les immigrés dans les urnes», *Migrations Société*, n° 42, novembre-décembre 1995, p. 40-41.

12) Sur ces représentations contemporaines des immigrés africains, on se reportera à Philippe Dewitte, «Regards blancs...», art. cité ; Lorenzo Prencipe, «L'image médiatique de l'"immigré"...», art. cité ; Yvan Gastaut, «Les effets positifs de la "culture black"...», art. cité, sans oublier l'incontournable ouvrage collectif *Négripub, l'image des Noirs dans la publicité*, Paris, Somogy,

affirme, dans une profession de foi électorale : «*Cette invasion, en effet prévisible, doit être rejetée. Il y va de notre propre survie. Nous allons vers des Saint-Barthélémy si l'immigration africaine n'est pas strictement contrôlée, limitée et expurgée*». Dès lors, les cristallisations identitaires se concrétisent, aussi bien du côté des Français «de souche» que du côté des immigrés eux-mêmes. En premier lieu, le rejet des populations algériennes, directement issues de la guerre d'Algérie, est celui qui domine tous les autres. Pour les médias, la télévision et l'opinion (nous ne ferons pas référence ici à la publicité si ce n'est pour souligner qu'elle exclut *de facto* le Maghrébin), les populations algériennes sont montrées comme une entité fermée sur elle-même, essentiellement définies par leur culture et leur religion, incapables de s'intégrer à la France (encore une fois l'exemple colonial). On touche ici à ce que Pierre-André Taguieff appelle le «néoracisme différentialiste», fondé, non sur l'inégalité des races (sauf pour quelques crypto-fascistes), mais sur la non-complémentarité des cultures (ou des civilisations).

L'image, en particulier publicitaire, des Africains noirs est quant à elle plus complexe. Enfermés dans une stéréotypie positive (le sport, la musique, le corps, la danse, etc.), ils ne trouvent pas d'autre espace d'expression (cf. «La vie en pub. Expositions coloniales», petit article plein d'humour de Gérard Lefort, dans *Libération* du 8 février 1997). La publicité sert en effet avant tout le produit qu'elle promotionne, elle joue donc sur la reproduction des stéréotypes et des valeurs qui ont une résonance dans l'imaginaire de l'acheteur potentiel. Aussi, il est assez logique que la publicité utilise des stéréotypes qui renvoient à la période coloniale, comme l'image de *Monsieur Vahiné*, fils spirituel du brave tirailleur *Banania*. Pourtant, Laurence Benaïm rappelle, dans *Le Monde* du 18 mars 1997, que pour un magazine de mode féminin, faire la couverture avec «une noire signifie 20% d'acheteurs en moins» : ici se trouve, sans doute, toute l'ambiguïté de l'image des populations noires en France<sup>(12)</sup>.

Dans ce contexte d'exaspération des phobies, la manipulation politique du thème de l'immigration par des hommes de tous horizons, la crispation du modèle d'intégration sur les dogmes laïques et la montée en puissance de l'extrême droite ont créé les conditions d'un retour du refoulé colonial. Il ne fait pas de doute que ces cinq dernières années

## LES FRANÇAIS ET LES AUTRES (1985)

	Arabes	Noirs africains	Asiatiques	Antillais
Antipathie	20	6	6	4
Sympathie	20	33	27	31
Ni l'un ni l'autre	55	56	61	59
NSP	5%	5%	6%	6%

Source : Le Point-IFOP, avril 1985

## RÉACTIONS DES FRANÇAIS FACE À CERTAINES SITUATIONS (1985)

	NON	OUI	Indifférent	NSP
Avoir un gendre ou une belle-fille d'origine arabe	45	1	47	7%
Voter pour un député d'origine arabe	31	1	59	9%
Avoir un patron d'origine arabe	31	1	59	9%
Avoir un gendre ou une belle-fille d'origine asiatique	25	2	67	6%
Voter pour un député d'origine asiatique	21	2	68	9%
Avoir un patron asiatique	13	2	77	8%

Source : Le Point-IFOP, avril 1985)

## LES FRANÇAIS FACE AU RACISME ET À L'INTÉGRATION (1989-1992)

### Questions

Etes-vous raciste ?*	Racistes convaincus 21%	Tentés par le racisme 34%	Antiracistes convaincus 23%	Antiracistes tièdes 9%	NSP 13%
Personnes les moins aptes à s'intégrer**	Maghrébins 50%	Noirs 19%	Asiatiques 15%	Européens 2%	14%

Sources : \* CNDCH, 1990-1992 et \*\* Ralph Schor, 1989

## LES FRANÇAIS ET LE FRONT NATIONAL (1996)

### Questions

Devant les propos sur l'inégalité des races de J.-M. Le Pen	Très choqué 33%	Plutôt choqué 30%	Plutôt pas choqué 11%	Pas du tout choqué 14%	NSP 12%
Le FN est-il un parti utile ?	OUI 42%	NON 48%	NSP 4%	—	6%
Attitude face aux idées du FN	Proche et adhère à toutes ses idées 1%	Proche, mais n'approuve pas toutes ses idées 10%	Pas proche, mais approuve certaines idées 40%	Pas proche et rejette ses idées 44%	5%

Source : Libération-IPSOS, septembre 1996

ont été propices à la résurgence de tous les fantasmes sur l'immigré. Le modèle qui est proposé aux populations immigrées, si elles décident encore de s'intégrer malgré ce contexte d'hostilité et de suspicion, est un modèle républicain d'intégration qui s'est idéologiquement rigidifié. Dès lors, l'opinion est prête, comme les politiques, à accepter l'idée qu'il existerait deux sortes d'immigrés : les assimilables et ceux qui ne peuvent l'être<sup>(13)</sup>. Une telle conception porte en elle l'échec même du modèle républicain d'intégration, qui renonce ainsi au *jus soli*, l'une de ses plus anciennes valeurs, inscrite dans le Code de la nationalité de 1889.

## L'HOMME, L'ESPACE ET LE TEMPS

La doctrine de l'intégration impose de nouveaux repères. Comme lors de la période coloniale, l'Autre ne doit pas être ce qu'il est, mais doit correspondre à ce que le pays d'accueil souhaite qu'il soit. Pour être plus explicite, on définit une politique d'intégration, comme hier une politique d'assimilation, et c'est à l'immigré de se conformer à celle-ci. Simultanément, un discours populaire, encouragé par l'évolution de la thématique politique sur l'immigration et prenant appui sur les stéréotypes d'hier, se structure autour de nouveaux énoncés. On peut citer les réflexions les plus courantes de la *vox populi* : «*Ils dégradent nos quartiers, ils encombrent nos hôpitaux, ils profitent de la Sécurité sociale, ils volent nos emplois, ils véhiculent le sida...* ». C'est alors le retour de l'«indigène» chez nous, des grands peurs d'hier, celles du capitaine Danrit, auteur dans l'entre-deux-guerres de *L'Invasion noire*, celles de l'écrivain Henri Massis ou du parfumeur d'extrême droite François Coty, qui prophétisaient, avec d'autres, que le système politique et institutionnel, la culture, la langue, seraient submergés par les hordes coloniales si celles-ci venaient à obtenir les mêmes droits que les Français. La récurrence des archétypes coloniaux, de la confusion entre populations immigrées et populations vivant effectivement dans les «pays du Sud», semble être la manifestation de ce que l'on pourrait appeler le retour du cadre conceptuel colonial.

Ce retour du colonial est également perceptible dans la manière de représenter les espaces de l'immigration. La majorité des images qui circulent aujourd'hui sur les immigrés dans la grande presse, auxquelles répondent les sondages concernant les questions d'immigration, montrent ce retour du refoulé. Ainsi, le discours et l'iconographie consacrés aux banlieues renvoient à la perception de l'espace colonial. Les banlieues, symboles de toutes les peurs des années quatre-vingt-dix, sont devenues des «zones de non-droit», des espaces dangereux, fermés sur eux-mêmes, peuplés de «bandes» ou de «hordes

13) On n'est pas très éloigné, ici, des thèses de Georges Mauco, membre du cabinet du sous-secrétaire d'Etat à l'Immigration en 1937 et auteur du célèbre ouvrage *Les étrangers en France* (Paris, Armand Colin, 1932), ou de celles du prix Nobel de médecine (1935) Alexis Carrel. Ce dernier, lors de son retour en France en 1941, à la demande de Vichy, prend en charge une fondation dont l'un des objectifs est la sélection des individus migrants.

ethniques» (comme les «*bandes de zoulous*»<sup>(14)</sup> dont parlaient les médias à la fin des années quatre-vingt) ; des territoires qui échappent au contrôle de la République, marginalisés, ensauvagés.

Ces espaces ne font plus que formellement partie de la France, ils sont envisagés comme des «points noirs» (au nombre de quatre cents selon le Premier ministre), des «cancers». Comme hier le système colonial employait la ségrégation entre colons et colonisés, la maîtrise des soubresauts identitaires ou nationalistes par la «pacification», les politiques mises en place dans les zones sensibles tendent à reproduire les mêmes schémas. Elles combinent en effet la répression, par l'implantation de commissariats, la multiplication des îlotages et l'installation de surveillance vidéo ; l'éducation (les ZEP, les établissements dotés de moyens spécifiques) ; l'intégration (les maisons de quartier, les jeux de rue, la promotion du sport, etc.) ; et, enfin, la réaffirmation de l'autorité de l'Etat (construction de bâtiments administratifs, voyages officiels ministériels ou présidentiels fortement médiatisés, rénovation de «quartiers à problèmes», etc.).

Comment ne pas rapprocher ce tableau des descriptions des espaces coloniaux à conquérir à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ? Même vocabulaire, même appréhension devant l'inconnu, même volonté, aussi, de (re)conquête. Car ce que l'on pourrait désigner comme les nouvelles enclaves coloniales au sein de la République font l'objet d'une stratégie de (re)colonisation. Les quatre figures de la conquête, pivot de toute l'idéologie et de la littérature coloniales – le missionnaire, l'administrateur, l'enseignant et le militaire –, se retrouvent pratiquement trait pour trait, dans les représentations, sous la forme de l'agent social (ou de l'éducateur), du représentant de l'Etat (ou du maire), du professeur, du policier (ou du CRS en cas de «crise» ou de «pacification»).

Il s'agit de ramener cet espace clos, hors de la République, à notre modèle urbain «normal», la ville policée, tout comme les espaces sauvages des colonies devaient être civilisés<sup>(15)</sup>, relevés jusqu'au modèle de développement européen. Comme on vient de le voir, il s'agit d'opérer un quadrillage (policier, éducatif, social, administratif, etc.) : la

14) Image reprise par le commissaire divisionnaire C. Pelligrini dans sa profession de foi électorale de décembre 1992 : «*Demain la guerre civile : voir débarquer des bandes de zoulous dans des quartiers tranquilles va devenir monnaie courante.*»



Cette pochette de disque, des années 80, résume le mépris ancien pour l'Afrique et ses peuples et rappelle les clichés les plus éculés sur l'anthropophagie.  
© Coll. part.

15) Voir sur ce thème l'ouvrage collectif *Images d'Empire. Trente ans de photographies officielles sur l'Afrique française, 1930-1960*, Paris, Documentation française/De La Martinière, 1997.

réponse à la «ghettoïsation» progressive des banlieues, c'est d'abord de «civiliser» l'«immigré-type».

## DU CHARMANT VILLAGE...

Les exemples, à travers les médias – presse ou télévision – sont légion depuis une dizaine d'années. Nous avons choisi, dans le cadre de cette étude, d'en présenter un seul, significatif d'une mise en scène de l'immigration et de la banlieue. Il s'agit d'un article issu d'un grand quotidien national, *Le Figaro*, daté du lundi 8 avril 1996, réalisé par Thierry Desjardins, publié sur une pleine page et présenté comme une enquête. Dans *Le Figaro*, l'utilisation de l'image est bien souvent réduite, occupant une place secondaire dans les pages intérieures. Ici, il n'y a qu'une seule image (réalisée par la rédaction, *copyright Le Figaro-Marmara*), au milieu de l'article, qui occupe 25 % de sa surface. Le lecteur ne peut qu'être frappé par cette mise en scène qui joue sur l'iconographie. Le titre doit d'abord mettre dans l'ambiance le lecteur, en présentant une vision catastrophiste de la banlieue : «*Montfermeil : des "Misérables" à l'immigration*», avec pour sous-titre : «*Comment un charmant village est devenu un redoutable ghetto*».

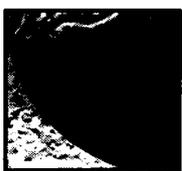
La photographie se doit alors de répondre au titrage accrocheur de l'enquête. On y présente «*l'univers de jeu des enfants*», décrits comme «*des jeunes désœuvrés plus ou moins menaçants le long des escaliers*» (l'image potentiellement positive de l'enfance est ici directement retournée négativement comme celle de futurs délinquants), au milieu de «*murs tagués*» et de «*carcasses de voitures*» (destruction symbolique d'éléments emblématiques de la propriété : la voiture et la maison).



---

*La manipulation politique  
du thème de l'immigration  
par des hommes de tous horizons,  
la crispation du modèle  
d'intégration et la montée  
en puissance de l'extrême droite  
ont créé toutes les conditions  
d'un retour  
du refoulé colonial.*

---



Bien sûr, l'auteur n'oublie pas de rappeler la présence «*du linge aux fenêtres entre les paraboles dirigées vers l'Algérie*», «*des femmes en robe arabe*», des «*magasins à l'abandon*» et des «*rideaux de fer rouillés baissés depuis des années*», renvoyant à la fois à des pratiques «d'hygiène douteuse», au rattachement inébranlable au pays d'origine (les paraboles) et au délabrement de l'espace par les habitants, notions qui structurent le discours de «l'impossible intégration des Algériens». Mais l'enquête n'a de valeur – comme au temps des colonies – que validée par le «témoignage d'un indigène». Emerge alors de ce «ghetto» Ali B., «*kabyle et sympathique, tant sa colère semble sincère*», précise l'auteur. Mais, cet «*Algérien d'origine,*

*immigré de fraîche date*», est comme tous les autres, il a été «*naturalisé français dans des conditions équivoques*». Le décor est planté, l'image et le témoin (qui dans sa situation et avec son «origine» ne peut mentir), soutiennent la démonstration<sup>(16)</sup>. Les autorités municipales approuvent et valident également les conclusions de ce «travail de terrain».

## ... AU REDOUTABLE GHETTO

Dès lors la description du lieu se déploie. Le «*spectacle sinistre, cafardisant, typique des banlieues*

à problème» peut être proposé au public. Ali B. est celui qui peut affirmer l'inacceptable : «*On ne peut plus vivre avec tous ces nègres qui font la bamboula (...). Mettez donc une section de la Légion étrangère, un bon coup de balai, et vous verrez, ça sera vite fait. (...) Ce n'est plus possible, pour un homme normal, de vivre dans cette citée envahie [avec] ces bonnes femmes dégoûtantes (...)*». Et de conclure, «*je vais finir par voter Le Pen, moi, si ça continue*». Ces énoncés – digne des colonnes de *National Hebdo* ou de celles, soixante ans plus tôt, de *Candide* et *Gringoire* –, proférés par le témoin pour appuyer et dans le même mouvement légitimer et «absoudre moralement» le journaliste, sont «validés» par les statistiques. Avec la barre des 30 % d'étrangers (le fameux seuil de tolérance) en 1973, c'est bien sûr l'année des «premiers incidents» ; en 1983, avec 58 % d'étrangers, tout le monde «*doit reconnaître que les Bosquets sont devenus ingérables*». Tout est délabré. Il n'y a plus que des taudis. Les plus jeunes sont en «bandes» et les autres des «délinquants». Aujourd'hui, avec l'arrivée des Africains (et parmi ceux-ci, 73 % de musulmans, précise l'auteur), c'est un «*enfer*». Il ne reste plus du village «*enchanteur*» qu'un café tenu par un «*Syriaque*», une épicerie marocaine (avec une arrière-salle «*transformée en lieu de culte*») et une pharmacie ! Sans oublier les «*50 familles polygames et leur 300 enfants qui vont à l'école*», dont l'une d'entre elles «*vit dans un F3 avec 34 personnes*». La conclusion de l'article vient à propos : l'ouverture dans les jours prochains du débat sur l'immigration clandestine au Parlement. On l'aura compris, les députés, comme l'opinion publique, doivent être parfaitement «informés», notamment par ce type d'enquê-



Stigmatisé par l'imagerie populaire, stéréotypé en «Arabe fanatique» ou présenté par l'extrême droite comme un indésirable... l'immigré maghrébin est rejeté (autocollant diffusé par le FNJ au milieu des années 80). © Achac.

16) Les témoins «d'origine immigrée» restent toujours la meilleure caution du *Figaro*. A l'image de cet article du 27 février 1997, où l'on retrouve les témoignages de six personnes sous le titre : «*Des immigrés jugent la loi Debré*». Faut-il préciser qu'ils sont tous pour ?

17) Claire Frachon, Marion Vargaftig (sous la direction de), *Télévision d'Europe et immigration*, Paris, INA-ADEC, 1993.

te, révélatrice, en condensé, de l'imaginaire actuel sur l'immigration.

La télévision<sup>(17)</sup> n'échappe pas à ces schémas, bien que le discours ne soit qu'exceptionnellement aussi violent (à l'image du scandale de Patrick Sébastien et son «*Casser du Noir*»). Philippe Lançon, sous le titre «*Images d'étranger*» (*Libération*, janvier 1997) note, à l'occasion de la présentation des lois Debré par Patrick Poivre d'Arvor sur *TF1*, la mise en image qui accompagne le reportage. Chaque thème est illustré par une vignette, qui explicite le message bien plus que le commentaire. Sous le titre «*Mieux contrôler*», c'est une personne à qui on prend les empreintes aux frontières : le téléspectateur en conclura qu'étrangers et criminels sont synonymes. Second thème abordé : «*Favoriser l'expulsion*» ; ici, ce sont des jeunes qui illustrent le propos, ce qui laisse à penser que les jeunes des cités sont des délinquants potentiels. Enfin, pour illustrer les «*cas difficiles*», on présente des «*immigrés*» devant une boucherie musulmane. De toute évidence, le «*cas*» c'est celui qui mange *hallal*, tue le mouton dans la baignoire, c'est le musulman... En un mot, celui que l'on ne pourra jamais intégrer.

Mais c'est avant tout l'absence des immigrés qui est remarquable à la télévision. Dans les jeux, les variétés ou les séries, c'est la classe moyenne «*blanche-type*» qui est représentée, les immigrés sont cloîtrés dans les prisons subtiles de l'exotisme (musiciens ou mannequins),

de la performance sportive (un des rares espaces télévisuels où le chauvinisme et la xénophobie font partie du commentaire), de la délinquance ou du misérabilisme. L'immigré est parfois parfaitement «*intégré*», généralement en rupture avec sa «*communauté*» et luttant pour transmettre le message «*républicain*». Assistant policier, assistant social, assistant pédagogue : le supplétif de l'intégration, comme hier le supplétif de la colonisation.

## PEUT-ON DÉCOLONISER LE MODÈLE FRANÇAIS D'INTÉGRATION ?

Ces quelques pistes mettent donc en évidence la continuité des images, de l'«*indigène-type*» à l'«*immigré-type*», et cette constante contribue à expliquer et déconstruire les discours majo-

L'immigré, supplétif des «*trente glorieuses*» ... et au-delà, dans son uniforme vert, le balai à la main...  
*Paris-Le Journal*, n° 74, 15 avril 1997.  
D. R.

Illustration non autorisée à la diffusion

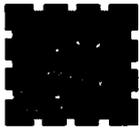
ritaires concernant l'immigration. Plus encore, lorsque l'on affine cette grille de lecture, on s'aperçoit que presque tout le vocabulaire colonial employé pour qualifier les « pionniers de l'Empire » réapparaît aujourd'hui pour désigner les agents de la « pacification des banlieues ».

De fait, on constate qu'il n'y a pas eu de véritable travail de fond sur les mentalités, de retour critique sur un imaginaire colonial qui a coexisté pendant près d'un siècle avec la structuration du discours républicain, retour qui aurait peut-être permis de désamorcer en partie la réémergence des vieux stéréotypes et d'expliquer le double langage du discours républicain. Ce n'est pas un hasard si les représentations négatives et les énoncés discriminants visent presque uniquement les ressortissants des deux zones les plus importantes de l'ex-Empire colonial, c'est-à-dire les Maghrébins et les Africains noirs. Une République qui ne parvient pas à regarder et assumer sa mémoire coloniale ne peut prétendre comprendre et gérer un phénomène aussi complexe et lié à l'histoire de la colonisation que l'immigration.

Les conséquences de cette exclusion par les mots, qui double l'exclusion par l'économique, sont multiples. En renforçant les archétypes, en proposant une approche « culturelle » de l'immigration qui reprend nombre d'arguments coloniaux, ce discours ne peut que favoriser les cristallisations identitaires de part et d'autre. L'émergence d'une culture spécifique dans les banlieues, qui se manifeste par le langage, la musique, des codes vestimentaires et, aujourd'hui, des identifications « ethniques », nous semble caractéristique d'une volonté d'autodéfense, d'un désir de se soustraire à la stigmatisation (tout en adoptant, par imprégnation et mimétisme, certains stéréotypes qui caractérisent les populations immigrées), en se déclarant effectivement « autre », mais différent des fantasmes qui ont cours sur les populations immigrées. Cette revendication d'une différence culturelle assumée – explicite ou non – nous semble être l'expression caractéristique d'une « identité de combat », comme au temps des luttes culturelles et politiques au sein des ex-empires coloniaux



1997, dépliant du secrétariat d'Etat belge à la Coopération... sans commentaire. (Coll. E. Vincke)



(tant en France qu'en Belgique). Etant exclues, en France, de la République, ces populations se trouvent de nouveaux critères d'identification qui réitèrent la dichotomie entre colons et colonisés. Deux modèles

*Un pays qui ne parvient pas  
à regarder et assumer  
sa mémoire coloniale  
peut-il prétendre comprendre  
et gérer un phénomène  
aussi complexe et lié  
à l'histoire de la colonisation  
que l'immigration ?*

sont alors disponibles pour les représentations de soi : le « rebelle » ou l'« assimilé ».

Parallèlement, pour les Français, le paradigme de l'« indigène » (fondamentalement incapable d'évoluer, de se civiliser seul, ataviquement attaché à ses croyances, rétif aux lumières de la civilisation occidentale et donc incapable de s'intégrer) est de nouveau opérant. Le bon immigré n'existe donc pas lorsqu'il est un « ex-indigène » : l'espace qui lui est octroyé est si étroit, tant dans le modèle



républicain que dans les énoncés d'exclusion, qu'il est condamné à symboliser une nouvelle fois l'Autre, son ancêtre, l'« indigène-type ». Ainsi, tous les acteurs de l'immigration sont pris au piège du retour du colonial. Le mouvement des sans-papiers, en 1996, illustre cette évolution. Certains Africains, au sein de ce mouvement, mettent aujourd'hui en avant la « dette de sang » contractée par la France auprès des anciens tirailleurs sénégalais. Ce faisant, ils soulignent que la colonisation reste le point aveugle de la France républicaine, ils témoignent à l'évidence d'une demande de mémoire, d'une tentative de réappropriation de leur histoire, et mettent en évidence le rôle structurant de la période coloniale pour les Français comme pour les immigrés ex-colonisés<sup>(18)</sup>. Mais surtout, cette revendication témoigne de l'ambiance schizophrénique dans laquelle baignent aujourd'hui les questions d'immigration : la mémoire des tirailleurs – épopée intouchable de la mythologie coloniale – est aujourd'hui revendiquée comme ultime argument légitimant le droit de rester en France.

Le débat est aujourd'hui rendu difficile par l'idéologisation, le climat social, la manipulation politique du thème de l'immigration et la résurgence d'un imaginaire colonial<sup>(19)</sup>. Pourtant, les alternatives proposées aux politiques d'immigration ne devraient pas être perçues comme des attaques contre le modèle républicain, fragilisé et rigidifié. Il nous semble que l'appréhension dans la longue durée d'un imaginaire spécifique sur l'« Autre-immigré » est désormais indispensable pour permettre de repenser les relations intercommunautaires ainsi que la perception de l'immigration et des populations immigrées, et de prendre conscience de la résurgence contemporaine d'un imaginaire colonial, ombre portée sur l'appréhension des phénomènes d'immigration.



18) Sur le thème de la « dette de sang », réclamée par les anciens tirailleurs dès l'entre-deux-guerres, voir Philippe Dewitte, *Les Mouvements noirs en France, 1919-1939*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 15-122. Sur la revendication actuelle, voir Nathaniel Herzberg, « Les anciens combattants étrangers demandent justice à l'Etat français », *Le Monde*, 11 novembre 1996.

19) Ainsi, se surajoute au déterminisme culturel un essentialisme ethnique, et les analyses portées sur les tensions en Afrique nous semblent potentiellement porteuses de cette vision. Il n'est que de rappeler les analyses développées sur le Rwanda lors du génocide pour mesurer la prégnance du modèle ethnociste comme possible grille de lecture des conflits en Afrique. La thématique ethnique ne joue pas encore un rôle déterminant dans les énoncés sur l'immigration, mais les risques d'une dérive, correspondant au retour d'une analyse typiquement coloniale sur le sujet, nous semblent aujourd'hui non négligeables.